

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

JEUDI
13

NOVEMBRE
1975

N° 33

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

LA POLITIQUE EXTERIEURE DE GISCARD

une politique de demi-mesure et de faiblesse face à l'URSS et aux USA

La politique intérieure de la bourgeoisie française est bien connue des travailleurs : réformes en trompe-l'œil, répression systématique des luttes, tout son projet consiste à faire payer la crise aux masses populaires et prévenir l'explosion du mouvement d'ensemble qui remettrait en cause sa domination de classe.

Sa politique extérieure est moins nette. La question a même pu être posée : y a-t-il une politique extérieure de la bourgeoisie française au pouvoir. Dans une interview publiée par le Figaro hier matin, comme dans ses déclarations à Antenne 2 hier soir, Giscard d'Estaing s'explique.

Il ressort de ces positions un mélange de réalisme et d'ambiguïtés. Réalisme : Giscard ne cache pas que l'impérialisme français, devenu impérialisme secondaire, a aujourd'hui une influence limitée dans les affaires du monde. Il est révolu le temps où la France gaulliste proposait sa réforme du système monétaire international, quittait bruyamment l'OTAN, prenait l'initiative d'une diplomatie tous azimuts tout en créant sa propre force nucléaire. Par la force des choses, l'impérialisme français a dû abandonner le rêve d'apparaître comme une troisième superpuissance pour rentrer dans les rangs des acteurs de second rôle, loin derrière les Etats-Unis et l'URSS. L'économie, le potentiel militaire n'ont pas suivi. N'est-ce pas le chancelier allemand Schmidt qui vient gentiment signaler à Giscard, au lendemain de son élection, «l'état de faiblesse de sa défense classique». Aussi doit-on se satisfaire de peu aujourd'hui dans

le poids pesé à Washington comme à Moscou. S'agissant du système monétaire international, avant même la réunion de certains pays capitalistes à Rambouillet, Giscard annonce l'abandon de la proposition des parités fixes entre monnaies, permettant par exemple un même taux de change entre le franc et le dollar pour se replier sur «une flexibilité limitée du système», désorganisant les échanges économiques dans le monde capitaliste. De même, à propos de la Conférence d'Helsinki, convoquée sous la pression des soviétiques, Giscard ne se fait guère d'illusions sur les possibilités de voir s'assouplir la tutelle de Moscou sur les pays d'Europe de l'Est. Un certain sens des réalités et l'aveu d'une impuissance à les transformer en profondeur, voilà ce qui résume partiellement les propos du président des monopoles. Restent les ambiguïtés. Elles sont graves. Ainsi à propos de la détente avec le social-impérialisme russe, Giscard l'envisage-t-il comme un «code de bon voisinage qui diminue le risque de guerre». Au moment même où la Russie de Brejnev accroît sa pression militaire sur l'Europe, elle parle fort de détente et cherche à lier les mains des pays occidentaux par de multiples traités. Voir dans ces traités «un code de bon voisinage», quand ils ne sont qu'une machine de guerre, n'est pas la meilleure façon de faire renoncer Brejnev à l'ingérence dans les affaires intérieures des pays européens. L'expérience du Portugal, comme les camouflets encaissés par Giscard lors de sa visite à Moscou quand il a voulu imposer la «détente idéologique» aux Russes en sont bien la preuve.

suite page 4

PECHINEY OU la mort lente

«Dans dix ans, nous élèverons des chameaux pour faire traverser aux touristes le désert du Lannemezan». Lannemezan, dans les Pyrénées, c'est le royaume de Pechiney Uguine Kuhlman et de la pollution par le fluor. Nous donnons la parole aux paysans de l'Ariège, dont les bêtes et les cultures sont empoisonnées par le fluor, et qui n'ont pas l'intention de laisser le capitalisme transformer leur région en désert. Aux ouvriers de Pechiney, aussi, brûlés par le fluor, et qui, bien souvent n'atteignent pas les 60 ans. Eux non plus, ne laisseront pas Pechiney dormir tranquille. Enfin, les camarades du Comité de Liaison Santé Travail, qui ont participé à cette enquête, développent leur proposition de réflexions et de lutte.

voir reportages p. 6

le prochain congres du pcf

une tenta-
tive pour
repandre
la tête de
l'union de
la gauche

Le PCF vient de publier son document préparatoire au 22^e congrès. Ce projet vise en effet à définir, à affirmer le projet politique propre du PCF dans une période où l'union de la gauche s'est installée dans un statut de rivalité constante et accrue entre le PCF et le PS.

Depuis les élections présidentielles le PS n'a cessé de renforcer son influence au détriment du PCF. Les élections de Châtelerault en ont été une des dernières manifestations. De plus en plus, le PS est en mesure d'être la force dirigeante au sein de l'union de la gauche. Le PS, qui se prépare à l'éventualité d'une rupture, a affirmé à plusieurs reprises ces derniers mois la possibilité de se passer du PCF.

suite p. 4

LES JUIFS LIBANAIS: " nous ne voulons pas de la protection d'israel "

Les arabes, les Palestiniens, ont l'intention d'assassiner tous les juifs. Voilà une des pièces de la campagne qui se développe à l'occasion du vote de l'ONU. Faestine al Thawra, organe de l'Organisation de Libération de la Palestine, publie une série d'interviews de juifs libanais.

Le premier fait suite à une opération de secours montée par la Résistance pour un groupe de femmes et d'enfants juifs bloqués pendant les récents combats de Beyrouth.

UNE FEMME DE WADI EL JAMIL

L'aide alimentaire n'était pas le plus important... Ce qui est important, c'est que la Résistance nous a apporté cette aide. Nous avons alors senti que quelqu'un est toujours à nos côtés. Nous avons senti la sécurité.

suite p. 8



Le racismisme sioniste : répression en Palestine occupée

la vie du journal

dans notre courrier

LE SORT QUE RÉSERVE LA BOURGEOISIE AUX GENS DU PEUPLE QUAND ILS SONT MALADES...

Un lecteur de Paris
«Je vous envoie mon témoignage. Blessé, ayant reçu un meuble sur le pied, je me présente à l'hôpital St Antoine à Paris à 19h. Il y a beaucoup de monde : accidentés du travail, personnes âgées qui se sont fait renverser sur la voie publique, accidentés de la route. Toutes ces personnes attendent depuis 2-3 heures ou même depuis le début de l'après-midi, dans le couloir, pour passer devant un interne qui jetera un coup d'œil sur chacune d'elles avant de les envoyer dans le couloir repatienter. Je passe à la radio au bout de deux heures, 10 minutes, et je remonte aux urgences et là, nouvelle attente... Voilà le sort que réserve la bourgeoisie aux gens du peuple malades et accidentés...

A. G. de Nantes

Je pense que certains articles qui relatent des luttes mériteraient d'être des examens plus profonds du sens de ces luttes et du jeu du révisionnisme dévoyeur.

Je fonde beaucoup d'espoir dans la formule du 12 pages que vous préconisez.

Pour terminer, j'ai eu l'occasion à trois reprises d'être hospitalisé dans 2 hôpitaux militaires et voici ce que j'ai vu. J'y ai rencontré des travailleurs hospitaliers au statut douteux. Ils travaillent au bloc opératoire, aux cuisines, comme aide-anesthésistes ou aides-infirmiers. Or, ils ne sont pas salariés et pour cause : ce sont des malades !

Bien sûr, ils n'ont pas la qualification requise, dans le civil, ils sont ajusteurs, mécanos, secrétaires... Vis à vis des autorités supérieures et administratives, ils sont malades, et de ce fait, conservent leurs pyjamas sous leurs blouses de travailleurs.

DES QUESTIONS A DÉBATTRE

Chez nous, après le tour de Marchais venu inaugurer la maison du PCF, il y a 15 jours, c'est au tour de Ballanger de venir inaugurer la nouvelle mairie. Ce qu'il faut dire, c'est que cette nouvelle mairie, c'est une véritable provocation, quand il n'y a pas d'argent pour une maison de jeunes, et qu'on licencie les femmes de service. Les habitants de la ZUP, ne se sentent pas concernés par cette «inauguration». C'est sur, depuis l'existence de la Courly (commune urbaine) l'indépendance financière de Vénissieux est limitée et les habitants de Vénissieux paient le métro de Lyon,

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 PARIS
de 8h30 à 13h.

mais quand même ! Je me pose une question : que pourraient faire des révolutionnaires des vrais communistes au niveau d'une mairie ? Y aurait-il une possibilité d'action ? Voilà des questions à débattre.

de Vénissieux

APRES L'APPEL DU COMITÉ SANTÉ DE NANCY

Ayant lu dans le Quotidien du 5 novembre, le communiqué annonçant la création d'un comité Santé à Nancy, à l'initiative de camarades du PCR, je suis intéressé. Ici, à Lille, plus exactement à St André, à l'hôpital psychiatrique Ulysse Trélat, nous sommes quelques-uns à vouloir lutter contre cette institution au service de la bourgeoisie... Une section CFDT se monte actuellement, et une partie d'entre nous est rassemblée en Groupe d'Information Asile à Lille... J'attends de vos nouvelles.

JL. L.Lille



gagnons la bataille de la diffusion

«Il faudrait faire place dans le courrier des lecteurs aux expériences originales de diffusion» J.D. La Cluse.

Beaucoup de lecteurs posent des questions sur la façon dont peut se développer un journal révolutionnaire, et demandent que la page 2 reflète d'une manière plus vivante la façon dont il circule, dont il est lu dans les entreprises, dans les quartiers, dans le peuple de notre pays. Ils disent : «C'est nécessaire, cela donne confiance». Ils ont raison ! Face aux obstacles, aux pressions que la bourgeoisie nous oppose déjà, et qu'elle ne manquera pas de développer encore, les lecteurs puiseront dans la publication de ces témoignages la confiance nécessaire pour faire masse autour du Quotidien du Peuple.

Aujourd'hui, des lecteurs nous écrivent :
de NANCY :

«Les articles sur la campagne de la bourgeoisie sur la jeunesse, et la délinquance correspondent vraiment à ce qu'attendent les lycéens. Ils circulent dans les classes». «Nous organisons une semaine cinéma pour faire connaître encore plus largement le Quotidien du Peuple. Chaque soir un film dans différents endroits de la ville autour d'une des rubriques du Quotidien : «luttés ouvrières», «luttés des peuples du monde», «luttés des femmes», «luttés des jeunes», «luttés sur le front culturel» etc... Le journal doit être l'endroit où prennent la parole tous ceux qui luttent».

Des camarades du livre :

«Nous allons régulièrement discuter avec les gars du Parisien Libéré, ceux de France-Soir et des NMPP. Chaque fois, plusieurs travailleurs nous prennent le Quotidien du Peuple pour le lire. Jamais les mêmes, mais cela montre que le journal est connu, qu'il y a une curiosité des gars pour discuter avec nous».

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)
au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

**POUR UNE PARUTION
6 JOURS SUR 7
POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN
RASSEMBLONS
LES 15 MILLIONS
TOUT DE SUITE**

12 PAGES POUR CONNAITRE LA VIE DES LUTTES

Il faut vraiment insister sur les articles de luttes. Par exemple, le jour de la victoire d'Orlans, qui était très importante, on ne savait que le déroulement de la lutte, les revendications. On a besoin de connaître davantage la vie des luttes, les problèmes posés.

je souscris

10 F 50 F 100 F ___ F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Il y en assez d'exploiter ainsi les vieux travailleurs

A Ornans petite ville distante de 30 kms de Besançon, sous prétexte qu'un nouveau bâtiment hospitalier est en projet, le secrétaire de mairie faisant office de directeur, refuse toute amélioration au vieux bâtiment hospitalier. On voit bien que ce n'est pas lui qui monte les plateaux au 3ème étage, car il n'y a ni ascenseur, ni monte-charge ! Jugeant sûrement que l'exercice n'est pas suffisant, il préfère laisser les travailleuses recurer un vieux parquet aux lames disjointes alors qu'il serait facile de poser un lino et que cela améliorerait l'hygiène. Mais sur ce plan «on» n'est pas regardant à l'hôpital. En effet, il n'y a aucune salle de bains et les toilettes des vieillards se font dans des cuvettes «bain de pieds» à 5 H du matin par les veilleuses de nuit (par manque de personnel). Il y en a assez d'exploiter ainsi les vieux. La pension, ils la paient ! Voilà ce que réserve la bourgeoisie aux vieux travailleurs. Une vie d'exploitation ne lui suffit pas.

une employée de l'hôpital

Nous avons déjà publié plusieurs lettres sur la condition des vieux travailleurs, émanant souvent de vieux travailleurs eux-mêmes. Il y a la misère. Il y a aussi ce statut «d'assisté», cette solitude, cet isolement inacceptables. Tel vieux travailleur du Giennois qui nous envoie le récit de sa jeunesse comme ouvrier agricole pour qu'il soit publié dans le Quotidien du Peuple, revendique de cette façon une place dans la société que le capitalisme refuse aujourd'hui à ceux dont il a profité pendant des dizaines d'années. Nous préparons un reportage sur les conditions de vie et les aspirations des vieux travailleurs. Nous lançons un appel aux vieux travailleurs qui nous lisent, à ceux qui les cotoient comme les hospitaliers, aux familles qui souvent voudraient garder leurs vieux et ne le peuvent pas, à tous les travailleurs qui considèrent la retraite comme un repos bien gagné, mais qui ne voient pas non plus venir sans une certaine inquiétude cette période d'inaction et de restrictions forcées. Avancer l'âge de la retraite, est-ce que cela résout tous les problèmes ? La campagne de récupération des vieux qu'entreprind la bourgeoisie (fondation Pompidou, campagne sur la sécurité des personnes âgées, etc...) Est-ce que cela prend ? Les questions sont nombreuses et nous ne prétendons pas en épuiser ici la liste... Camarades envoyez-nous votre témoignage !

abonnez vous

250 F	1 AN
150 F	6 MOIS
80 F	3 MOIS
30 F	1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
(publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

QUELLE CRISE ?

la désunion de la gauche et la crise

La «gauche» peut-elle aider la bourgeoisie à surmonter sa crise politique ? Dispose-t-elle du projet politique cohérent qui fait défaut aux partis actuellement au gouvernement pour tromper les travailleurs et colmater les brèches apparues dans le pouvoir bourgeois depuis quelques années ?

Malgré les efforts déployés, chacun de leur côté, par le PS et le PCF pour apparaître comme capables de solutionner la crise, tous les témoignages que nous avons pu recueillir dans ce débat («les travailleurs et la crise») fournissent clairement la réponse. Il est frappant un an et demi après les élections présidentielles et les espoirs temporaires et limités qu'avait fait naître la candidature Mitterrand, de comparer avec la période actuelle et la manière dont la «gauche» et ses solutions sont perçues. «Il y a beaucoup moins d'emballements pour la gauche. Aux présidentielles, ça pouvait apparaître comme quelque chose de crédible, mais aujourd'hui...» témoigne cette déléguée syndicale de Jaeger-Caen et elle ajoute aussitôt : «personnellement, je ne pense pas que le programme commun change quelque chose. S'il y a un changement, il faudra qu'il soit politique... Le programme commun, ça ne suffit en aucun cas. Je pense qu'il faut aller bien plus loin». Ou comme ce camarade de la Saviem qui indique : «Tu vois, la gauche ça a marché un moment, mais maintenant les gars n'en parlent plus beaucoup. De toutes façons, quand ils en parlent, c'est pour dire que si c'était la gauche au pouvoir, ça ne résoudrait pas la crise et le chômage».

● **le pillage du programme commun par Giscard.**

Pour alimenter ses réformes, pour se façonner un visage de gauche, le gouvernement n'a rien fait d'autre que de recopier quelques unes des réformes très «révolutionnaires» du programme commun : réforme Sudreau pour l'entreprise, avortement, droit de vote à 18 ans... Au fur et à mesure que le programme de la gauche se vidait de son contenu, les travailleurs faisaient directement l'expérience du peu de changement que de telles réformes, auparavant tant vantées par le PCF, apportaient à leurs conditions de vie et de travail. Forte de cette expérience, la classe ouvrière ne peut que s'interroger encore plus sur la nature du changement proposé par la gauche.

● **la désunion de la gauche.**

La chronique alimentée sans répit depuis plus d'un an par la querelle PC-PS, ne peut que renforcer les doutes des travailleurs. En un an de désunion, ils en auront appris plus qu'en trois ans d'union.

Appris sur le PS d'abord, dont il devient de plus en plus clair qu'il joue aujourd'hui le rôle de

parti charnière, gardant deux fers au feu, prêt à participer au gouvernement avec Giscard, comme à gouverner avec la gauche.

Appris aussi sur le PCF qui ne peut que se discréditer en semblant découvrir aujourd'hui avec dégoût que les gens avec lesquels il proposait de former depuis tant d'années une alliance électorale, ne sont que des adeptes de la collaboration de classes au passé fourni en répressions ouvrières, prêts à gouverner avec Giscard quand l'occasion va se présenter. Quelle confiance peut-on accorder à un parti qui des années durant fait miroiter une perspective dont il annonce subitement qu'il s'agit d'une perspective bourgeoise parce qu'elle repose sur une alliance avec des hommes de la bourgeoisie.

Le P«C»F en difficulté

Le déclenchement même de la querelle avec le PS est révéla-

les travailleurs et la crise



teur des difficultés rencontrées par le PCF pour développer son projet politique.

● **Difficultés dans les masses d'abord :**

Il est significatif que l'offensive contre le PS et la tenue du XXI^e congrès du parti révisionniste aient pris en de nombreux points le contre-pied des positions affirmées par le PCF à peine trois, quatre mois plus tôt : l'appel tous azimuts aux gaullistes et aux petits patrons, le rejet à une période très éloignée de la perspective du socialisme, autant de thèmes politiques mis en avant par le PCF au lendemain des présidentielles et contestés vigoureusement par les masses et même par des militants de base du parti révisionniste. Le PCF a tenté d'y remédier en durcissant langage et attitude, en s'affirmant parti de la classe ouvrière... Un an après, il n'est guère arrivé à reprendre le terrain perdu : sa place dans les luttes ou dans une élection comme celle de Châtelleraut le confirme.

● **Difficultés face au Parti Socialiste.**

Sa croissance électorale ne cesse d'inquiéter les révisionnistes. Pas seulement parce qu'ils voient croître les possibilités de rupture de l'Union de la Gauche et de jonction du PS et de la majorité giscardienne, mais aussi parce que même dans le cadre du maintien de l'Union de la Gauche, le PCF ne constituerait qu'une force d'appoint incapable de peser sur l'orientation économique et politique du gouvernement. D'où la persistance de la querelle aujourd'hui, d'où la volonté du PCF d'affirmer de manière autonome son projet politique propre. C'est là en particulier l'objet de son XXII^e congrès.

seulement la «gauche» ou les réformistes du PS que les travailleurs aujourd'hui rejettent, mais bien aussi les propositions propres du PCF. C'est ce qu'affirmaient clairement les grévistes d'Orly-Nord dans notre débat : «les idées du PCF représentent une certaine forme de capitalisme... Ce n'est pas un changement fondamental de société... Ce qu'il faut, c'est le pouvoir aux travailleurs, pas aux notables, de droite ou de gauche». Et ceux de Caron-Ozanne précisèrent : «Ils veulent garder le même système, la hiérarchie et tout ça... Comme les structures sont les mêmes, ce sont eux qui commanderont et pas les ouvriers».

Et c'est bien ce qui est en cause aujourd'hui ! Le PCF peut tenter de se prévaloir des attaques et des contradictions qu'il développe avec les partis bourgeois de Chirac et de Poniatski, pour se prétendre le parti de la classe ouvrière, il ne peut empêcher les travailleurs de discerner la vérité : étendre le secteur nationalisé, transformer une cohorte d'ingénieurs et de cadres en de nouveaux capitalistes encadrés par le PCF, perpétuer l'exploitation des travailleurs, voilà les perspectives des révisionnistes.

«Union de la Gauche», programme commun, solutions du P«C»F, les travailleurs mesurent aujourd'hui de plus en plus la distance qu'entretiennent ces perspectives avec leurs réelles aspirations : le socialisme, le pouvoir des ouvriers et des paysans. Dans leurs luttes, ils apprennent de plus en plus à écarter de leur chemin tous ces candidats au replatrage du capitalisme, au colmatage de la crise.

Mais justement, ce n'est pas

Marc ANDRÉ



«Nous n'avons pas une mentalité de cocu», disait récemment Etienne Fajon.

La désunion de la gauche

La désaffection nette des travailleurs pour le programme commun trouve son origine dans plusieurs facteurs :

15-16 NOVEMBRE JOURNÉES DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE à l'action

LONGWY

Un ouvrier d'Usinor, déclassé est menacé d'expulsion. De multiples pressions sont faites contre lui, en particulier, on le menace de lui retirer ses enfants. Les camarades du PCR (ml) ont engagé la lutte avec cette famille. Sur le quartier, l'unité se forme pour s'opposer à cette expulsion, des travailleurs, des mères de familles vont créer un comité de lutte contre le chômage.

Correspondant Longwy

ORLÉANS

Le Comité de lutte contre le chômage, après avoir organisé le soutien aux travailleurs d'Orléans en développant l'unité des chômeurs et des travailleurs actifs (des chômeurs contactés sont allés soutenir le piquet de grève) a commencé la mobilisation contre le licenciement de 22 travailleurs sous contrat à l'usine Riedland. Pour les journées

des 15 et 16, une manifestation est prévue devant cette usine. Tous les camarades sont bien décidés à remporter la victoire contre les licenciements.

Correspondant Orléans

CHÂLONS SUR MARNE

Le Comité de lutte s'est créé lors de la journée nationale d'action du 23 septembre. Des liens étroits ont été tissés avec les travailleurs de Majrus en lutte, sur le quartier Schmidt un porte à porte est régulièrement effectué, un groupe de jeunes ouvriers de ce quartier participent aux réunions du comité. Le comité va utiliser la braderie de la St Martin lors du week-end du 15 novembre pour se faire connaître largement de tous les travailleurs chalonnais et organiser la lutte contre la très forte augmentation des impôts locaux cette année.

Corr. Châlons sur Marne

LYON

150 personnes ont participé dimanche au rassemblement populaire organisé par le comité de lutte pour l'emploi contre le chômage et la vie chère de Vénissieux-Saint-Fons. Habitants du quartier, travailleurs des usines de la zone (Berliet, SNAV, Rodhia Belle Etoile, Brandt, etc...), délégations de syndicalistes CFDT de Rhône-Poulenc, du Comité de lutte du 3^e arrondissement ont échangé leurs expériences de lutte contre le chômage. Des jeunes de la ZUP, élèves de CET se mêlaient à la discussion, dénonçant les tracasseries policières, dont les jeunes chômeurs sont victimes sur la ZUP, appelant à s'organiser sur le CET pour exiger l'embauche. Un travailleur de Berliet, habitant le quartier dénonça vivement l'augmentation des impôts locaux imposés par la municipalité PCF, et les hausses des loyers et des charges, les habitants de la ZUP présents, ont décidé

d'engager une action sur ces problèmes.

L'Association Syndicale des Familles a apporté dans un message son soutien à la lutte contre les expulsions. Un montage vidéo réalisé par le Comité de lutte montra à travers des interviews de chômeurs, d'ouvriers de Berliet, de Teppaz, la nécessité de l'unité des travailleurs actifs et des chômeurs. Pour clore ce rassemblement, un sketch incisif monté par les jeunes de Vénissieux-Saint-Fons, à l'initiative de l'UCJR dénonçait la façon dont l'école fait des enfants du peuple, des chômeurs et des travailleurs sans qualification.

Aujourd'hui, après le succès de ce rassemblement, nous préparons activement les journées nationales de mobilisation des 15 et 16 novembre.

Correspondant Lyon

politique

la politique extérieure de Giscard

SUITE DE L'EDITORIAL

De la même façon, la position de Giscard sur l'arme nucléaire est équivoque. S'agit-il de s'allier aux superpuissances pour délimiter un club nucléaire restreint dont seraient exclus, par exemple, tous les pays du Tiers-Monde, ou de refuser le monopole nucléaire des superpuissances, même élargi à la France, c'est plutôt dans le premier sens que vont les déclarations de Giscard. De même, à propos de ses rapports avec les USA, Giscard souligne-t-il que la France n'a pas réintégré l'OTAN, mais il est très discret sur le contenu des accords «techniques» au sein de l'Alliance atlantique et sa réfutation des reproches d'atlantisme formulés à son encontre n'est guère convaincante, quand il se refuse en fait à faire le point des relations politiques entre la France et les USA.

Que signifie alors cette reconnaissance de la croissance des risques de guerre dans le monde, le déplacement de la flotte en Méditerranée, l'évocation de nouveaux rapports entre pays du Tiers-Monde et pays industrialisés ? Quelques lueurs de bon sens voilà tout.

Certes il y a une politique extérieure giscardienne, mais elle est faite de demi-mesures, de faiblesse face aux superpuissances, de velléités très floues. Dans la coquille vide du gaullisme, un corps mou s'est installé.

en bref

MENACES CONTRE LES MILITANTS CORSES

Le préfet Riolacci accuse le Comité anti-répression d'être à l'origine des attentats contre les colons pieds noirs impliqués dans une affaire de fraude sur les vins. Cette déclaration pourrait présager une nouvelle vague de répression contre les militants autonomistes.

De leur côté les colons pieds noirs, émules de l'OAS, annoncent la création d'un groupe «Justice et Liberté», pour s'opposer à la lutte de la population corse.

BESANÇON : SANCTIONS CONTRE 2 APPELÉS

Suite de la création d'une section syndicale de soldats au 19^e du génie de Besançon, une enquête de l'autorité militaire est en cours. Les premières sanctions sont tombées : deux soldats ont été mutés au camp de Valdehon dans le Doubs, des menaces pèsent également sur 2 autres appelés.

ACCIDENT DE CHEMIN DE FER EN CORSE : 16 BLESSÉS

Le déraillement d'un autorail en Corse a fait 16 blessés dont 2 grave. Tout confirme pour d'heure que l'accident est dû comme on dit à une dérailance du matériel. Cet accident illustre la situation d'abandon des chemins de fer corse. Les rails utilisés n'ont jamais été changés depuis la création du réseau, aucun investissement n'a été effectué depuis de longues années. Le gouvernement prétextant la vétusté du réseau a tenté de le fermer. En commençant par la ligne de Balagne. Une manifestation de plus de 10 000 personnes l'a obligé à revenir sur ses projets. Mais aucun crédit n'a été débloqué pour l'amélioration du réseau.

prochain congrès du P«C»F
une tentative pour reprendre la tête de l'union de la gauche

suite de la page 1

Le PCF qui avait impulsé la rédaction du programme commun, comptant sur la force d'appoint du PS pour faire aboutir son propre projet politique, est conduit dans la situation actuelle à considérer la place qu'il tend de plus en plus à occuper lui-même, comme parti d'appoint au PS, dans l'union de la gauche.

En effet le PCF n'a pas le choix ; sa participation à l'union de la gauche n'a d'intérêt pour lui que si elle lui offre la possibilité réelle de faire aboutir son projet politique ; c'est le but même du programme commun. La condition en est que le PCF reste la force majoritaire de cette union, qu'il en reste le maître. Mais si dans cette union c'est le PS qui l'emporte, alors quel intérêt le PCF peut-il trouver à maintenir une union qui ne servirait qu'à porter le PS au

pouvoir pour appliquer une politique qui ne serait pas celle du PCF. C'est pourquoi le PCF envisage les mesures pour préserver ou reconquérir sa prépondérance par rapport au PS.

Marchais devant ces difficultés croissantes pour le PCF déclare : « nous ne nous sommes jamais fait d'illusions sur ce qu'impliquait cette union... Evoquant en juin 1972 la possibilité d'un renforcement du Parti Socialiste à notre détriment, nous ajoutons aussitôt : si nous ne faisons pas ce qu'il faut... c'est prendre résolument la tête des luttes de la classe ouvrière et des masses populaires ». Si dans les élections passées l'union de la gauche a de toute évidence profité au PS, le PCF mise sur le développement de mouvements de luttes pour renverser le rapport de forces.

Aujourd'hui les travailleurs en lutte comme tous les autres

attendent, espèrent le développement d'un grand mouvement d'ensemble pour faire aboutir leurs revendications, pour faire payer la crise à la bourgeoisie, pour établir un rapport de force en faveur des masses populaires et pour mettre fin à ce système d'exploitation. Le projet du PCF n'est pas de s'opposer à ce mouvement d'ensemble, mais de s'en servir pour appuyer sa propre politique. S'il ne le développe pas actuellement c'est que les conditions ne sont pas encore mûres pour qu'il puisse le canaliser, l'orienter vers le projet politique propre du PCF tel qu'il va se développer au 22^e congrès. Le PCF vise en effet à instaurer une forme de capitalisme d'Etat en nationalisant l'essentiel des moyens de production actuellement propriété privée des monopoles. Dans la gestion de ce capitalisme, c'est la bourgeoisie non monopoliste qui devra jouer comme le précise le document préparatoire au congrès le rôle

prépondérant : « les compétences, les capacités créatrices, l'esprit d'initiative et de responsabilité des ingénieurs, techniciens et cadres trouveront un champ d'action d'une ampleur aujourd'hui inconnue et leur rôle social en sera revalorisé ».

Ainsi l'enjeu politique des luttes d'ensemble des travailleurs dans les mois à venir peut être pour le PS le moyen de se hisser au gouvernement (en s'entendant avec la bourgeoisie actuellement au pouvoir) ; pour le PCF le moyen de reconquérir sa prépondérance dans l'union de la gauche ; c'est pourquoi nous devons affirmer avec force contre ces perspectives bourgeoises la perspective de la révolution à laquelle aspirent la classe ouvrière et les masses populaires.

Fabien VAUDOIS

BUDGET DE L'INTERIEUR : + 20 %

Les députés doivent voter aujourd'hui le budget de l'intérieur, dont l'essentiel est dévolu à la police. L'augmentation de ces crédits ne sera pas ralentie cette année ils croissent de près de 20% contre 13% pour la moyenne du budget. C'est déjà dire combien la bourgeoisie tient à sa police. Depuis septembre, le premier flic de France n'a pas cessé de se répandre sur les ondes et dans la presse sur le thème de « la police contre le banditisme ». C'est l'explication choisie pour faire accepter l'augmentation des forces policières.

RENFORCER LA REPRESSION

Evidemment, dans notre société capitaliste pourrie, il est inévitable que la criminalité augmente ; mais cette augmentation constante n'a rien à voir avec l'image terrifiante que presse et radio en ont donné ces derniers temps. Cette campagne sur la délinquance, en effet, vise surtout à faire accepter un renforcement policier, qui ne peut, dans la société capitaliste, que signifier un danger plus grand pour le peuple.

Les jours récents sont en effet pleins d'exemples sur l'utilisation des forces de police : interventions des CRS contre les manifestations antifascistes, contre les manifestants, à Fougères, contre les grévistes à Air France, à Sovirel, etc...

Et le budget prouve bien que la bourgeoisie veut renforcer cet aspect de sa politique : il prévoit, pour 1976, l'équipement de sept cantonnements de CRS et de nouveaux hôtels de police. Poniatowski a aussi annoncé l'ouverture de 50 nouveaux commissariats, afin comme il l'annonçait en août 74, qu'il n'y ait « aucun quartier, aucun ensemble de logements, aucun lieu public, aucun moyen de transport en commun, où de jour comme de nuit, les forces de police n'aillent inopinément et en nombre suffisant ».

Le renforcement de l'ilotage (des policiers connaissant bien le quartier présents en permanence) s'inscrit aussi dans la volonté d'habituer la population à la présence constante de la police. Poniatowski exaltait son « rôle à la fois préventif et dissuasif, et la rapidité d'interven-



tion qu'elle permet,» ainsi que « son caractère séduisant pour la popularisation ».

REMOUS DANS LE GOUVERNEMENT

Lecanuet s'en est pris à Poniatowski à l'Assemblée Nationale, l'accusant de mettre en cause la justice, « je ne mets pas en cause la police, a-t-il dit, j'aimerais que cette polémique cesse ». Il n'avait rien trouvé à redire jusqu'à ce jour aux accusations de Poniatowski sur « le laxisme des juges », sa colère à retardement est l'indice des contradictions qui traversent la majorité.

LES OPERATIONS COUP DE POING

Une autre des priorités de l'action policière consiste à développer les « opérations coup de poing ». Elles sont présentées comme permettant des coups de filet contre les bandits. Mais leur utilité est toute autre : il s'agit de ficher des pans entiers de la population, en particulier chez les jeunes. C'est ce que prouvent les statistiques officielles des résultats de ces opérations à Paris, dans le métro : en 1973, il y a eu, sans opérations coup de poing, 1 282 arrestations ; en 1974, avec les opérations, il y en a eu 1 284. Ce qui a doublé, par contre, c'est le nombre des personnes emmenées au poste et fichées ! Le caractère

d'intimidation de ces opérations est aussi, à l'occasion, utilisé contre les grévistes : ainsi à Peugeot Fives Lille l'an dernier, où les grévistes ont été contrôlés dans une opération officiellement destinée à contrôler « des nomades ».

Les frais de personnel de la police ne cessent par ailleurs d'augmenter alors qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites et pour payer les travailleurs, la solde du flic ne cesse de croître. Le gardien a ainsi vu son salaire augmenter, de 74 à 75, de 34%. Le brigadier, qui touchait, au 1er juillet, 3 183 F a vu son revenu augmenter de plus de 32%. Ajoutons à cela les nouvelles mesures décidées en septembre pour revaloriser les indemnités, pour les heures supplémentaires des CRS -et Dieu sait s'ils en font actuellement contre les ouvriers- et on verra la largesse particulièrement insultante de ce budget en période d'austérité.

Les effectifs seront encore accrus cette année de 1 000 hommes, ce qui porte le total des forces de police -gendarmes compris- à plus de 180 000 hommes.

Comme on s'y attendait, c'est donc un budget en plein tourné vers la répression des masses, quel que soit le maquillage malhabile qui en est fait pour le faire passer pour un budget de « sécurité des citoyens ».

Paul LEFORT

grenoble :
la police expulse les chômeurs de l'ANPE

A 9 H une trentaine de militants du Comité chômeur occupent l'ANPE, pour obtenir des indemnités de chômage égales au SMIC et le paiement immédiat et régulier de ces indemnités.

Dès le début de l'occupation, les discussions se sont engagées avec les chômeurs et en particulier autour de panneaux sur les revendications, sur la nécessité de l'unité des travailleurs actifs et des chômeurs, sur l'ANPE au service de qui et sur les revendications présentées. Sur demande du directeur de l'ANPE, les flics sont intervenus à 10 H 30, ils ont emmené 8 militants du comité et 2 personnes présentes à l'agence qui se sont solidarisées avec l'action du comité. Un tract a été aussitôt diffusé dans l'après-midi appelant à une réunion jeudi soir 13 novembre 22 rue Marcel Perrot Grenoble. Nous appelons tous ceux qui veulent lutter contre le chômage à s'y rendre.

Comité chômeurs

LE SERGENT DUPUY A ANTENNE 2 : JULIAN EBERLUÉ, BOURGES SUR LA SELLETTE

Les guignoleries fascisantes de l'ex-sergent Dupuy de Méry et de ses minets aux gros bras auront au moins l'intérêt de nous apprendre quelques faits intéressants. Tout d'abord une confirmation : les nazillons du Comité de soutien à l'armée n'ont rien à craindre de la police : après être entrés, armés de barres de fer prises sur les quais de Seine, dans le hall de la télévision, ils sont sortis, en rang, sous l'œil bienveillant de quelques policiers venus pour la forme. D'ailleurs Armand Jammot, producteur des Dossiers de l'écran, n'avait pas l'air très contrarié de cet « incident » : on pouvait le voir, devant l'entrée de la télévision, plaisanter avec quelques sbires de Dupuy, arrivés trop tard sur les lieux. Mais c'est de Julian, PDG d'Antenne 2, que sont venues les révélations : après avoir annoncé le report du débat sur l'armée il a expliqué que c'était le ministre des armées lui-même, « retenu ce soir là par d'autres occupations », qui avait demandé la présence de Krivine à ce débat. Quelques heures après, « démenti formel » de Bourges. Hier, Julian revient à la charge : « je suis éberlué de ce démenti », et il ajoute : « depuis un an que je m'occupe de la télévision, j'en apprend beaucoup ». Comme il est difficile de prendre Julian pour un agneau innocent, il faut s'attendre à de nouveaux rebondissement dans cette affaire...

Air France : LE PCF DÉFEND LA COMPAGNIE ET NON LES TRAVAILLEURS !

Alors que les travailleurs d'Air France luttent depuis 5 semaines pour des augmentations uniformes, contre l'augmentation des cadences, alors qu'une des caractéristiques de leur combat est de refuser de le conditionner à la «bonne» ou «mauvaise» marche de l'entreprise, le P«C»F tente de faire dévier leur lutte vers son projet politique de replâtrage du système capitaliste. Aujourd'hui, le P«C»F à Air France, derrière sa démagogie, appelle les travailleurs à défendre «l'entreprise nationale»... Pour lui, la solution pour les travailleurs, c'est de «retirer Air France des griffes des rapaces pétroliers». Qu'est-ce que ça changerait pour les travailleurs ?

Le P«C»F part de la constatation qu'Air France, entreprise nationalisée, est «victime» de la main mise de groupes privés sur un certain nombre d'activités, (ainsi que du racket des compagnies pétrolières). Qu'Air France, et d'autres entreprises aient vu leurs charges augmenter, doivent emprunter aux banques privées, et se voient aujourd'hui en difficulté, est un fait. Mais ce que tente de faire le P«C»F, c'est d'expliquer l'exploitation des travailleurs d'Air France par cette main mise des groupes privés, sous-entendu «avant, quand l'entreprise était entièrement aux mains de l'Etat, tout était presque parfait».

Mais, Air France, n'a pas attendu le racket pétrolier, pour imposer des salaires de misère à des travailleurs qui tiennent des emplois qualifiés. Il n'a pas attendu non plus ce «déficit» pour dégrader les conditions de travail des ouvriers. Enfin, la «grande compagnie nationale» a depuis longtemps, montré ce qu'elle entendait par prestige : la charge de travail, la fatigue croissante du personnel, et le rôle qu'on veut leur faire jouer, celui de «défendre l'image de marque de la compagnie», ce que d'ailleurs ne remet pas du tout en cause le P«C»F.

La lutte à Air France continue : hier, des Assemblées générales se sont tenues dans les différents secteurs et la poursuite du mouvement a été votée comme chaque matin depuis 5 semaines. Plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté Boulevard Kennedy, hier matin, entourés d'une forte proportion de CRS qui bouclaient les rues alentour. Alors que la direction refuse toujours de négocier, les CRS occupent les locaux. Cet après-midi, Seguy doit tenir un discours à l'aéroport de Roissy. Mais les travailleurs aujourd'hui, n'ont que faire des discours. Il s'agit au contraire de renforcer le mouvement, de trouver aussi des formes de lutte qui renforcent la mobilisation des travailleurs.

C'est vrai que, par exemple, à Roissy, le groupe privé «Servair» qui contrôle l'hôtellerie a provoqué une aggravation des conditions de travail. Mais, ce dont se plaint le P«C»F, c'est surtout que le service rendu aux bourgeois qui prennent l'avion est «moins bon».

Non la nationalisation de la Compagnie Française des Pétroles et le retrait des groupes privés d'Air France, dans le cadre du système capitaliste, ne changerait rien de fondamental. En fait, ce qui intéresse le P«C»F dans son projet, ce n'est pas les travailleurs. Ce dont il se plaint, c'est «qu'aujourd'hui, nous assistons à une sous-utilisation des capacités de production». Quant au plan de relance de la direction, d'après lui «cela conduira, cette année à clouer au minimum, au sol, 3 boings 707» ! Enfin, dit-il en concluant, «il faut donc un changement profond pour en finir avec le gâchis, le gaspillage». Ce que le P«C»F remet en cause ce n'est donc pas l'exploitation des travailleurs, mais le fait qu'aujourd'hui la bourgeoisie française, en bradant Air France aux compagnies américaines ou autres, en vient à couler l'entreprise, parce qu'elle n'économise pas assez, qu'elle gère mal Air France, qu'elle rationalise mal ! Ce qui intéresse le P«C»F, c'est de

rendre la compagnie compétitive face aux compagnies étrangères, et que des travailleurs risquent le chômage aujourd'hui n'embête le P«C»F que parce que cela représente «un gâchis des forces matérielles et humaines» qui pourrait rapporter du profit.

Quand le P«C»F dit, à propos des travailleurs d'Air France, que ceux-ci «n'ont pas de leçons de patriotisme à recevoir de la grande bourgeoisie» que cela ne peut signifier pour les travailleurs que défendre leur propre bourgeoisie ! Et quand il réclame dans sa propagande que la direction négocie, c'est surtout parce que une grève trop longue met en danger l'entreprise.

Richard Feuillet

DE LA PATERNELLE AGP EN LUTTE LETTRE OUVERTE AUX GRÉVISTES D'AIR FRANCE

Comme vous, en lutte depuis 5 semaines, nous demandons :

- la suppression du rendement,
- la suppression de la discipline,
- une augmentation forfaitaire de 150 F,
- le salaire d'embauche à 1800 F.

Depuis ces 5 semaines, la direction refuse toute négociation et a fait intervenir ce matin les forces de police, afin de nous expulser. L'attitude de la direction d'Air France et de la Paternelle est identique, face à nos revendications.

Notre volonté d'aboutir étant la même, coordonnons notre action ! Nous vous proposons d'engager le débat par des échanges de délégations, et de faire des collectes communes pour le soutien à nos luttes. Notre combat est le même ! Recevez la solidarité de tous les employés grévistes des AGP.
Paris, le 12 novembre 1975

Si des employés sont souvent ensemble la direction les sépare, les change de place plusieurs fois.

«Il faut dire que les agents de maîtrise font de la surveillance et absolument rien d'autre. Ils se croisent les bras, ils ne travaillent pas vraiment.»

Au travers de la lutte, «le système d'exploitation est mis en cause, cela a été vu ici par les dactylos, mais c'est le même problème pour tous les travailleurs».

(à suivre)

ASSURANCE DU GROUPE DE PARIS : LA VOLONTÉ DE LUTTE DES DACTYLOS

C'est la majorité des dactylos du Groupe de Paris qui a lancé le mouvement, il y a cinq semaines déjà contre le rendement, pour une augmentation uniforme des salaires et des congés. D'autres services les ont suivies.

Les grévistes se sont rapidement organisés en commissions (dont une sur les femmes). Grâce à cela et aux discussions, la lutte se mène à un niveau politique élevé et emporte le soutien du plus grand nombre des employés de la compagnie.

La détermination politique des grévistes leur a permis de se débrouiller seuls, sans aides confédérales. Alors, quand seulement au bout de quatre semaines les directions syndicales du secteur des assurances apparaissent, les grévistes des AGP ne se sont pas laissés impressionner. Ils ont conspué ceux qui ne venaient que leur donner des leçons ou leur faire des discours.

Les travailleurs des AGP se sont retrouvés mercredi matin pour continuer le mouvement, tant que subsistera un fossé entre leurs revendications et les propositions de la direction.



Réunion des grévistes

Hier matin, les flics expulsaient les grévistes. Mais cette répression n'a en rien entamé leur détermination : ils sont aussitôt partis en manifestation dans le quartier.

«A tous les niveaux de nos conditions de vie et de travail, on se moque de nous», disent les grévistes.

Pour tous les problèmes qu'ils

soulèvent concernant l'hygiène, la sécurité, le rendement, les salaires... on leur dit toujours que «c'est en étude», mais rien n'a jamais abouti.

«On ne peut pas parler, on est cloisonné, on ne peut fumer, sans arrêt la discipline, on nous fait même des réflexions si on sait qu'on a discuté avec d'autres aux toilettes...»

Corr. Reims

COMPTEURS SCHLUMBERGER

Au début de la semaine, le directeur qui ne s'était pas encore affronté aux travailleurs en lutte depuis qu'il est là (1 an de présence) a dû céder devant la grève des travailleurs d'un service (l'étalonnage gaz) et accepter de remettre en cause sa hiérarchie des salaires : il existe 14 classes dont chacune comporte 7 salaires différents. Ces différences sont obtenues par l'application d'augmentations individuelles dites «au mérite» selon le bon vieux principe : «diviser pour régner». La lutte des travailleurs a permis de ramener le nombre des échelons à trois pour une même classe. C'est une première victoire qui fera sans nul doute bouler de neige.

Depuis plus d'un an la direc-

tion parle de déplacer le secteur Eau à Abbeville. A l'occasion de la visite du PDG, les sections syndicales CGT et CFDT ont réuni l'ensemble des travailleurs des deux secteurs (Eau et Gaz), et ont rendu compte des discussions qui ont eu lieu avec le PDG. Celui-ci ayant annoncé qu'il retardait pour l'instant le déplacement du secteur Eau, sans pour cela préciser ce qu'il adviendrait des 250 travailleurs de ce service, les travailleurs lui ont remis une motion lui donnant le délai d'un mois pour résoudre ce problème, sachant qu'ils n'accepteront aucun licenciement, démantèlement et qu'ils s'opposeront, si cela est nécessaire, à tout départ des machines.

28 FOYERS SONACOTRA

EN LUTTE

28 foyers Sonacotra de la région parisienne sont en lutte pour :

- la reconnaissance du statut de locataire ;
- un loyer fixe ;
- la suppression du règlement intérieur ; la Sonacotra doit reconnaître par écrit : le droit de réunion, le droit d'expression, la liberté complète de visites, l'octroi automatique des chambres au premier demandeur...
- le renvoi immédiat des gérants fascistes et provocateurs ;
- l'amélioration des conditions matérielles ;
- pas de poursuite judiciaire contre les locataires.

Ils ont constitué un Comité de coordination des foyers en grève pour renforcer la lutte, pour unifier les revendications et pour négocier avec la Sonacotra tous ensemble, et non foyer par foyer. «Pour gagner notre combat contre la Sonacotra, nous avons besoin d'une grande force politique. Nous avons besoin d'un grand mouvement des foyers Sonacotra, mais aussi d'un soutien extérieur, du soutien de tous les ouvriers et des gens du peuple, qui ont les mêmes intérêts que nous ; le droit à des logements confortables, pas chers et libres, l'égalité complète des droits entre tous les ouvriers, y compris les droits politiques».

PEUGEOT EN ACCUSATION

Peugeot, ayant annulé unilatéralement en juillet '75, l'accord de 1962, sur «les autorisations de circuler» en vigueur à Mulhouse (pour instituer un nouveau système de contrôle accru des allées et venues des travailleurs et de leurs délégués, par des «bons» non renouvelables) la CGT et la CFDT, ont assigné Peugeot au tribunal de Colmar. L'avocat des syndicats déclarait, alors que l'affaire passe devant la Cour d'Appel le 13 novembre : «ce n'est pas un malentendu ; il y a répression ! Il faut imposer à Peugeot le respect de la loi et faire supprimer les bons de délégations».

SECME : DEBRAYAGES POUR LES SALAIRES

Les 60 ouvriers mineurs de l'usine SECME (extraction de spath-fluor à Langeac dans la Haute-Loire), observent des arrêts de travail de deux heures par poste, depuis le début de la semaine : ils refusent le blocage des salaires.

GRÈVE POUR L'EMPLOI CHEZ RONSON A BELLEGARDE

Les travailleurs de Ronson à Bellegarde sont en grève depuis près d'un mois pour s'opposer à 140 licenciements. Déjà, en avril dernier, des mises à la retraite, puis en septembre, 135 licenciements. Les patrons voudraient faire croire que cette «dernière charrette» sauvegarderait l'emploi des 307 travailleurs restants. Mais pour les ouvriers, il est de plus en plus clair que ces licenciements préparent la fermeture pure et simple. Ils refusent tout licenciement, et réclament le paiement des jours de grève et une augmentation de salaire de 300 F.

IDEAL STANDARD AUTUN : MOBILISATION DES TRAVAILLEURS CONTRE LA RÉPRESSION

Le patron n'a pas attendu longtemps après la reprise d'Idéal Standard par la SGF et de Dietrich, pour envoyer des lettres d'avertissement. Après une réaction violente des ouvriers contre cette répression (débrayages...), le patron a dû détruire devant les ouvriers les premières lettres et dédommager les heures de débrayages.

Corr Idéal Standard

LIBRAIRIE «LA JOIE DE LIRE» : LA LUTTE CONTINUE

Un administrateur provisoire a été nommé par le tribunal de commerce, il y a trois semaines. Il a clairement annoncé qu'il voulait fermer les librairies et licencier l'ensemble du personnel. Devant ces menaces, le personnel a pris l'initiative de constituer un comité de soutien, pour imposer «le maintien de la librairie dans sa spécificité, et pas de licenciement». Tous les soirs des débats se tiennent à la librairie. La lutte continue.

SAUMUR : OCCUPATION A LA CES (Compagnie d'Electronique Saumuroise)

Après avoir pris connaissance de la liquidation de l'usine, les ouvriers se sont réunis en Assemblée Générale pour refuser le chômage et décider l'occupation, à une très forte majorité. Aussitôt, un Comité de grève était élu démocratiquement, et des équipes se mettaient en place pour l'occupation permanente.

HAUTE-ARIÈGE ET BIGORRE PECHINEY OU LA MORT LENTE

Pechiney Aluminium : 100 000 ouvriers, une dizaine d'usines en Maurienne, Haute-Durance, Haute-Ariège, Bigorre.

Un procédé technologique dangereux utilisé parce que rentable (fusion en présence de fluorine par électrolyse) provoque le rejet massif de fluor dans l'atmosphère. La fluorose humaine et animale, souvent mortelle, la stérilisation des terres de culture, la destruction des forêts et de l'environnement. Voilà à quoi conduit la logique capitaliste de la course au profit maximum. Cette page a été réalisée avec la collaboration du Comité de Liaison Santé Travail.



Ouvriers exploités par PUK, malades du fluor, paysans ruinés par PUK, c'est la même nécessité qui exige la même lutte unie contre PUK. C'est cette unité que PUK redoute au plus haut point. PUK, ses contremaîtres, ses médecins, sa bourgeoisie locale font tout pour l'empêcher.

Aux paysans, les hommes de Pechiney expliquent : « Si l'usine pollue, c'est que les ouvriers ouvrent les vannes d'évacuation au moment où il ne faudrait pas ! ». Aux ouvriers « Les paysans vont nous contraindre à fermer l'usine, à vous mettre au chômage ! Malgré les millions d'indemnisation qu'on leur verse pour les bêtes malades, (sous-entendu millions produits par votre travail), ils veulent toujours plus ! »

Les ouvriers de Lannemezan et d'Auzat, ce sont aussi des paysans : le soir après l'usine, ils travaillent leur potager ou leur champ, élèvent des poules et des lapins. C'est le même capitalisme

qui détruit leur santé à l'usine, la santé de leurs enfants, ruine de la culture et l'élevage pour les agriculteurs.

C'est le même capitalisme monopoliste d'Etat qui après avoir accéléré l'exode rural, sous prétexte d'industrialisation, cherche à mettre les ouvriers au chômage.

C'est contre cet ennemi que grandissent les aspirations des ouvriers et des paysans à l'unité : « sans les ouvriers, on ne pourra pas avancer » déclarent les paysans de Lannemezan. « Il faut gagner les ouvriers, faire sauter les obstacles qui nous séparent ». Ce qu'il faut, c'est faire un bilan sérieux du fluor, se battre sur plusieurs usines et avec les paysans de la région » disent les ouvriers d'Auzat.

C'est sur ces bases, qu'il est possible aujourd'hui face au trust Pechiney, à l'impérialisme français d'avancer sur la voie de l'unité populaire du pouvoir des ouvriers et des paysans.

LES OUVRIERS D'AUZAT :

NOUS FERONS LA VÉRITÉ SUR LE FLUOR

La Haute-Ariège, au cœur des Pyrénées, c'est une région d'élevage agricole, de forêts aux torrents impétueux.

Il suffisait de capter les eaux des cascades et des lacs de haute altitude pour obtenir du courant et alimenter les usines.

D'où l'intérêt de Pechiney d'installer dans cette région, des centrales électriques puis, trois usines d'aluminium : fabrication à Auzat et Tarascon, purification à Mercus.

Quand la production d'électricité a été « nationalisée », Pechiney a conservé des avantages spéciaux et payé le courant au prix d'ami (de même que tous les gros industriels qui paient à peu près 7 centimes le KWH au lieu de 48 centimes pour les usagers...). A ce compte-là, le transport de la bauxite venue des Baux de Provence restait rentable.

Après la guerre de 39-45, avec l'augmentation de la production, la pollution due à l'usine (rejets dans l'atmosphère de fluor et de braise, genre de goudron) a augmenté nettement dans la vallée.

En 1970, il n'y a plus une vache à Auzat. Pechiney parle alors de rénovation et construit « la première usine d'Europe » soi-disant pour supprimer la pollution, en fait pour augmenter la production.

Le directeur de l'usine le dit lui-même lors des visites organisées : « 400 millions non rentables ont été dépensés pour supprimer la pollution, elle représente 10 à 12% des investissements de l'usine nouvelle ».

Avant 72, l'usine produisait 20 tonnes d'aluminium par jour, un ouvrier était chargé de 2 à 3 cuves.

En 1975, l'usine produit 80 tonnes par jour et un ouvrier est chargé de 6 cuves.

PUK clame partout que son système de filtres permet de retenir 6 fois plus de fluor qu'avant 72. Oui, mais comme la production est multipliée par 4, le bénéfice, il est pour le patron qui a réduit les effectifs !

« Le fluor, avec l'augmentation de la production, on en respire plus qu'avant ! Quand on redémarre les cuves, on baigne dans le fluor. Un

ouvrier a même changé de lunettes 2 fois en 70 jours, elles étaient attaquées par l'acide. » « Ce fluor, on le connaît bien, ça nous coupe la respiration, ça nous brûle le long des bronches, on finit par respirer mal en permanence. Les rhumatismes, les ouvriers travaillent et dorment avec. Ici encore, le médecin

« LE SOCIALISTE, C'EST LE CAPITALISTE DU COIN ».

A Auzat, le maire « socialiste », c'est le « capitaliste du coin », celui dont la famille s'enrichit dans le transport par camions de l'aluminium de Pechiney.

Ce n'est pas son silence sur le fluor qui a permis de combler le fossé qui existe entre la mairie et le syndicat de l'usine. On dit même dans le pays que le sénateur socialiste Nayrou se répandait en courbettes devant le directeur de l'usine : « vous avez tant fait pour le pays ! »

de PUK ne fait aucune déclaration de maladie professionnelle.

On met les bronchites sur le compte du tabac, les ulcères sur celui de la boisson, les rhumatismes sur celui du temps...

Un retraité cuviste pendant 20 ans, nous l'a confirmé : ceux qui ont travaillé 30 ans dans les cuves sont rares, ils n'ont pas profité de la retraite. Ils sont gravement malades (cancer, insuffisance respiratoire...) ou décédés vers 55, 60 ans.

C'est souvent que les cheveux, les dents tombent chez les ouvriers cuvistes, beaucoup ont des douleurs digestives qui annoncent l'ulcère d'estomac et les perforations ne sont pas rares.

De tout cela, les ouvriers sont conscients. Ils ne veulent pas qu'on s'occupe simplement de les mettre en invalidité 2 ans avant la retraite quand ils sont trop usés pour travailler.

Ils veulent que la vérité soit faite et repoussent la fatalité de la maladie.

Dans ce combat, ils auront l'appui politique et scientifique du Comité de Liaison Santé Travail.

Pechiney reculera !

ni chômage, ni pollution ! le lannemezan ne sera pas un désert !

Lannemezan dans la Bigorre, c'est une ville pyrénéenne de 10 000 habitants. En arrivant à Lannemezan, à quelques kilomètres de la ville, deux grandes usines, l'une Pechiney Aluminium dont les cheminées lâchent des nuages légers et bleutés de fumée fluacée, et l'autre, Produits Chimiques Ugine Kuhlmann, à la fumée lourde jaunâtre et blanchâtre. La forêt de chênes toute proche a, par endroits, une physionomie bien particulière : arbres secs et morts dont une partie a été déjà déblayée par les bons soins de P.U.K., pour faire disparaître leur témoignage permanent.

La vie de Lannemezan, c'est le commerce, l'agriculture (maïs, vignes, blé, vergers) et l'élevage (bovins, porcs, moutons). L'artisanat meurt lentement. Il n'y a déjà plus de forgerons. Il y a bien l'hôpital psychiatrique qui emploie 600 personnes. En dehors de l'agriculture, la principale ressource de Lannemezan, c'est Pechiney Ugine Kuhlmann et ses 1 300 ouvriers.

Depuis que P.U.K. s'est implanté en 1938, sa présence s'est fait de plus en plus envahissante. En 1938, l'usine produisait 5 000 tonnes d'aluminium. Après plusieurs agrandissements (en 1958 et 1962), la capacité de production est passée à 50 000 tonnes et la pollution fluorée a fait le même bond. Actuellement, c'est 2 000 à 2 500 kilos de dérivés fluorés qui sont rejetés par 24 heures : 1 000 tonnes

par an, sur plusieurs kilomètres ; sous le vent d'autan, cultures, forêts, vignes, vergers sont contaminés par le fluor. L'eau de la Bayse, elle-même, sert de déversoir aux rejets toxiques. 4 000 hectares sont atteints. Vaches et brebis tombent par centaines de la fluorose. Tout le plateau de Lannemezan est menacé. Broussaille sèche, troncs noirs, mauvaise terre à culture, parce que stérilisée par le fluor, disparition lente de l'élevage « Quand la vache meurt, c'est le veau à venir qui meurt avec », exode rural accéléré. Comme les paysans disent ici : « Dans 10 ans, nous élèverons des chameaux pour faire traverser le désert de Lannemezan aux touristes ».

Les contrôles et analyses pratiqués par l'INRA (Institut National de Recherche Agronomique) sont formels : P.U.K.-Lannemezan est l'usine la plus polluante de France. La dose limite de fluor, sans qu'il soit toxique, dans les fourrages est d'environ 30 particules par millions (p.p.m.). On en retrouve couramment 400 p.p.m. sur le plateau. Le fourrage, c'est l'aliment essentiel du bétail pendant l'hiver et il est long dans la région. Alors comment s'étonner de voir un bétail maigre, au poil hérissé, aux dents biseautées, noirâtres et branlantes. Les veaux meurent à la naissance car le fluor se concentre dans le placenta. Les moutons sont essouffés. Les bêtes n'arrivent pas à engraisser, elles n'ont pas faim. Certes, P.U.K. octroie bien des indemnités (200 à 300 F pour un

mouton) pour payer les bêtes malades, mais P.U.K. ne paie pas le veau qui ne viendra pas. On dit même dans la région que les bêtes fluorées seraient vendues aux cantines scolaires et aux collectivités. Du fluor, on en retrouve partout ici, dans le lait (dont la production par vache a diminué), dans le vin, dans les grains, dans les cheveux des paysans...

Face à P.U.K., depuis bientôt 10 ans, les paysans se sont organisés. En 1966, 200 agriculteurs se regroupent en Association des Propriétaires et Agriculteurs de la Région de Labarthe et en Groupement de Vulgarisation des Agriculteurs du Lannemezan.

En février 1974, à l'appel des associations, de la Fédération des Exploitants Agricoles, du CDJA, 150 paysans manifestent contre P.U.K., devant l'usine : « Là où P.U.K. passe, la nature trépassé ! », « Non au plateau de Lannemezan sous le règne du fluor et de la maison P.U.K. ! ».

Au printemps 1974, est créée la SEPANS (Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest) dans le but d'unir ouvriers et paysans pour la lutte, de faire la guerre à Pechiney l'exploiteur, le pollueur.

Pechiney ne continuera pas longtemps à dormir tranquille !

« SERVIR LA LUTTE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS »

Au Tribunal populaire de Liévin, aux Assises sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, dans les luttes de Pennarroya, d'Usinor Dunkerque etc... est apparue la volonté croissante des travailleurs d'en finir avec l'insécurité, les accidents, les maladies professionnelles, la médecine capitaliste. Dans ce mouvement, s'est dégagée l'aspiration d'un certain nombre de techniciens, médecins, hospitaliers, juristes de servir la classe ouvrière, de s'unir à elle.

Le Comité de Liaison Santé-Travail, fondé aux Assises, en juin 75, est né de cette volonté, avec pour objectif :

- de fournir aux travailleurs les outils politiques et scientifiques nécessaires à la prise en

main par les travailleurs eux-mêmes de la lutte pour leur santé.

- d'impulser une politique révolutionnaire sur le front de la Santé et des conditions de travail, sur la base des C.H.S., dans le but de supprimer les causes de maladie et d'accidents.

Le C.L.S.T. qui regroupe ouvriers, paysans, hospitaliers, médecins, juristes, militants CGT-CFDT, paysans-travailleurs, du Syndicat de la Magistrature, du Mouvement d'Action Judiciaire, du GIA (Groupe Information Asife), du CLH (Comité de Lutte des Handicapés), du PCR (ml), sortira prochainement une revue. Il engage son travail :

- de contre expertises de produits toxiques pour des usines

- de contre expertises médicales

- de soutien juridique

- d'information par la création d'un Centre de documentation sur la santé, le travail, la pollution, les produits toxiques, etc....

- de réflexion et de lutte politique sur la question de la sécurité du travail et de la médecine.

Il vise à développer un vaste réseau de correspondants d'usines délégués CHS, sections syndicales, à la campagne et à la ville.

Pour devenir correspondant du comité, écrire :

Dr Mireille Becchio
56 rue des Guipons
94800 VILLEJUIF

QUAND LE SPORT SE VEUT APOLITIQUE...

Nous avons reçu de la part du Service des Sports de l'Université de Paris VIII, la lettre suivante : « Chers camarades, vous trouverez ci-joint un dossier constitué par notre équipe, à propos de l'organisation d'un match PUC contre Transvaal (sélection d'une équipe «Sud-Africaine»). Nous suivons avec intérêt le Quotidien du Peuple, et à l'occasion, nous donnerons notre concours dans le domaine du sport... ». Nous tenons tout d'abord à remercier le bureau des sports pour cette initiative et invitons tous ceux qui le peuvent à nous écrire sur ce sujet. Comme nos amis le soulignent très justement dans leur lettre il y a deux conceptions du sport, l'une bourgeoise qui consiste à développer un sport d'élite, l'autre prolétarienne qui elle, s'appuie sur le caractère de masse du sport. Pour la bourgeoisie, le sport se veut apolitique, cet exemple qui nous est envoyé nous montre bien de quel «apolitisme» il s'agit, la lutte contre la bourgeoisie se mène donc aussi dans ce domaine, le Quotidien du Peuple donnera donc la parole à ceux qui luttent contre cette conception élitiste du sport et publiera les expériences albanaises et chinoises qui ont pour devise : «Amitié d'abord, compétition ensuite».

José Garcia

Extrait d'une lettre de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Association sportive adressée au service universitaire des activités physiques, sportives et de plein air, université de Paris VIII.

«Nous venons par la présente, vous exposer l'objet de cette rencontre internationale de rugby, organisée par notre association sportive avec le soutien du Paris

Université Club, au profit des handicapés mentaux de l'Association Perce-Neige présidée par Lino Ventura.

...Le sport universitaire n'a pas à renforcer le «ghetto étudiant»... Le sport au service de l'Enfance inadaptée, au service de la vie. C'est le sport qui sauve... Déterminés à concrétiser ce projet, la venue de l'équipe Sud-Africaine du Transvaal pour une tournée européenne, allait nous permettre de le relancer. Ce projet a pour nous, valeur d'exemple, de symbole...»

RÉPONSE DU BUREAU DES SPORTS

Suite à votre lettre du 25 octobre 1975, relative à l'organisation du match PUC - North Transvaal, nous tenons à vous dire que nous ne nous associons, et nous ne nous associerons jamais à ce type de manifestation.

Car, si pour vous l'Enfance inadaptée est un «problème national», pour nous, la politique d'apartheid pratiquée par la «république» Sud-Africaine est un problème mondial. Par ailleurs, ce n'est pas en organisant des matchs avec des équipes pratiquant systématiquement une politique raciste, que les problèmes de l'enfance inadaptée seront résolus.

«Si le sport universitaire n'a pas à renforcer le ghetto étudiant, il n'a pas non plus à justifier une politique qui maintient les gens de couleur (hindous, chinois, et surtout noirs) dans un autre ghetto auprès duquel celui de l'étudiant est une douce rigolade. Notre pratique sociale nous a fait aboutir à une analyse opposée à la votre : pour nous le sport est traversé par les mêmes contradictions que les autres

activités sociales. Il n'y a pas d'activités sociales neutres, en particulier d'activités sportives qui soit au-dessus de la lutte des classes. De même, la politique du «t'as pas cent balles» pour les estropiés en tout genre évite de poser le problème du comportement «rationnel» de la politique capitaliste qui assiste quelquefois, mais repousse toujours ceux qui ne sont plus productifs.

De plus, la bourgeoisie entretient l'idéologie de la charité universelle, du fatalisme face aux accidents (du travail en particulier), de la soumission au patron, au chef, au capitaine, à l'entraîneur et au dirigeant du club.

Le sport masque les problèmes en donnant l'illusion de l'égalité entre tous, mais y a-t-il égalité entre un blanc et un «non-blanc» Sud-Africain.

Qu'y a-t-il de commun entre l'élite sportive, transformée moitié en bête de cirque, moitié en marchand de tapis... et la masse à qui on ne propose ni éducateurs, ni installations, ni temps nécessaire entre métro-boulododo ?

Non «Messieurs», nous n'avons pas les mêmes objectifs et nos intérêts sont contradictoires. Nous sommes des handicapés méchants et des sportifs rancuniers. Accrochez-vous bien à votre monde pour disparaître avec lui. Cela va changer.

Bureau des sports et association sportive de Paris VIII-Vincennes

PS Pour vous rafraîchir la mémoire, nous vous conseillons d'aller voir le film «La dernière tombe à Dimbaza».

DES MEDICAMENTS BIEN PROFITABLES

La consommation pharmaceutique augmente en moyenne de 15 % par an et chaque année 200 à 300 nouveaux produits sont mis sur le marché, or parmi eux 5 à 10 seulement sont réellement des découvertes.

Tous les moyens sont bons pour faire de l'argent avec les médicaments : on supprime petit à petit les produits même efficaces, même sans gros inconvénients mais, qui ont le défaut d'être trop bon marché. Ainsi de 1969 à 1972, 477 spécialités qui coûtaient moins de 5 F ont disparu du marché.

Ces médicaments, sont aussitôt remplacés par d'autres, semblables mais plus chers du fait qu'on y rajoute un petit quelque chose qui n'apportera rien de plus et parfois diminuera l'effet du médicament principal.

Ainsi l'aspirine dont les inconvénients sont nombreux (responsable direct d'hémorragies digestives, de perforations d'ulcères, est parfois sous quantité de formes, de noms, d'association et les prix varient de 0,70 F à 2,40 F pour un même effet et 10 comprimés. Parfois on se contente même de changer le nom pour vendre plus cher. Ainsi les calmants «Miltown» et «Equanil» sont vendus dans le monde 2 à 3 fois plus chers que le méprobamate, substance qui sert à les fabriquer.

Lorsque les trusts n'ont pas la possibilité «d'améliorer» un médicament existant, ils lancent un nouveau produit après une sérieuse étude de «marketing» en fonction du «crédit», de la place qu'il pourra trouver sur le marché. Des

sondages auprès des médecins, des consommateurs sont régulièrement pratiqués pour déterminer quel type de médicament, quelle couleur «marchera» le mieux.

Ainsi après de telles coûteuses études (20 % du chiffre d'affaires des laboratoires sont consacrés à la publicité et 8 % à la recherche) un grand laboratoire a modifié la couleur des comprimés d'Equanil le bleu s'étant révélé plus calmant : des essais avaient été pratiqués avec de l'Equanil rouge, bleu et blanc, et un comprimé bleu ne contenant aucun produit actif. Les 2 comprimés bleus avaient la meilleure efficacité...

Lorsqu'un médicament est efficace, pour mieux le vendre le laboratoire porte aux nues ses effets principaux et cache soigneusement ses contre-indications ou effets secondaires.

Le dictionnaire Vidal dont le médecin dispose pour vérifier les effets et la posologie des médicaments est lui-même offert gratuitement et les inscriptions sont payées par les laboratoires.

Les visiteurs médicaux (un pour dix médecins) informent les médecins des nouvelles spécialités, leur rappellent la liste des anciennes. Sachant que ces représentants des laboratoires ne disent pas tout, les médecins se tournent vers les revues médicales dont une page sur trois est de publicité et vers les réunions d'enseignement post-universitaire ou congrès, largement subventionnés par les laboratoires.

(A suivre)
Docteur QdP

feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

Résumé

Rétabli, Norbert commence à défricher et à planter.

Pour trouver des bois incorruptibles, nous avons à ouvrir des chemins d'un et même de deux kilomètres. Pour établir nos clôtures, nous placions sur de grosses fourches solidement plantées en terre, et également en bois incorruptibles, des arbres de douze à quinze mètres de long sur quinze pouces de diamètre.

Ces divers travaux exigeaient le concours simultané de plusieurs ouvriers qui étaient payés à raison de deux francs par jour, avec la nourriture en sus.

D'après cet aperçu, on peut se faire une idée de ce que des enclos ainsi établis coûtent de temps et d'argent. On y enfouit toutes les économies que l'on peut faire, et encore ne suffisent-elles pas. Malgré tout, les veaux trouvent le moyen de s'introduire dans les plantations et ils ont bien vite fait de brouter les jeunes plantes.

Le cultivateur a encore à lutter contre d'autres ennemis acharnés. Un grand nombre d'oiseaux viennent dévorer les semences à peine formées. Lorsque le maïs commence à mûrir, des nuées de perroquets s'abattent sur le champ qu'ils

dévastent en un clin d'œil. Si l'on ne veut pas perdre sa récolte, il faut prendre un fusil et leur faire la chasse toute la journée ; mais ces oiseaux sont très rusés. Ils se tiennent d'abord à distance respectueuse des armes à feu ; mais dès qu'ils ne voient plus personne, ils s'abattent de nouveau sur le maïs. Les pécaris et les coatis font également concurrence aux perroquets. Les antilopes qui abondent dans les forêts, viennent à leur tour pendant la nuit brouter les jeunes pousses. On peut se faire une idée des difficultés qu'a à surmonter le cultivateur.

Les citadins, commerçants et employés, accusent les paysans de paresse ; mais ils ne se rendent pas compte des obstacles contre lesquels ces derniers ont à lutter. Ici, le cultivateur est très mal outillé ; le commerce lui vend ses articles très chers, tandis que lui vend ses produits à bas prix.

La végétation est si luxuriante que le travail d'un homme seul s'aperçoit à peine, à mesure qu'il défriche d'un côté, les mauvaises plantes repoussent de l'autre.

Au moyen de l'association, un certain nombre d'hommes pourraient défricher à la fois une grande étendue de terrain ; les animaux nuisibles se retireraient dans la forêt. Dans une petite propriété, on récolte proportionnellement moins

que dans une grande ; les arbres élevés qui l'entourent sont très préjudiciables à la zone cultivée qu'ils ombragent.

Souvent aussi le planteur, est entravé d'une autre manière : A-t-il besoin du forgeron ou du charron pour une réparation ? Il est obligé d'aller porter ses outils en ville. Ici, les artisans ne veulent pas travailler à moins de vingt francs par jour ; souvent ils vous renvoient à deux ou trois jours et il faut réitérer deux ou trois fois la course.

Je vais citer un fait qui s'est passé lorsque j'étais dans l'Entre-Rios : j'avais acheté pour trois francs cinquante centimes une marmite que j'emportai à Villa Urquiza. Pendant la route, un pied vint à se casser ; je la portai à réparer chez un maréchal qui demeurait à deux lieux de ma cabane ; c'était un Français ; il me promit de l'arranger pour le lendemain. Je fis six fois le voyage à cheval, soit une demi-journée de perdue à chaque fois ; au dernier voyage, le pied n'était pas encore remis en état. A ma prière, il se mit à l'œuvre et la réparation fut terminée en moins d'un quart d'heure. Il me demanda trois francs pour avoir fait ce petit raccommodage.

En allant boire un verre de tafia à l'épicerie voisine, il me raconta que la veille, il avait gagné soixante quinze francs en six heures de

temps pour forger une pièce de machine à faucher. Vous n'avez pas pu gagner cette somme en si peu de temps ! lui dis-je.

—Demandez-le plutôt à l'épicier, reprit-il.

En 1886, je fus atteint d'une maladie du cœur, qui m'empêcha presque de travailler.

Ce n'est pas sans regret que nous nous vîmes dans la nécessité de quitter cette plantation qui nous avait coûté quatre années de travaux.

Au Paraguay, c'est comme en France ; ce sont ceux qui possèdent les grosses bourses qui gouvernent les hommes d'affaires sont à leur disposition. Le pauvre diable qui convoite un lopin de terre ne connaît personne à l'Assomption pour le représenter ; il a quelquefois un trajet de cent lieues à parcourir avant d'arriver à la capitale ; souvent, avec la meilleure volonté du monde, il ne peut réussir à en acheter quoique le prix des terres soit très peu élevées ; il se vend à raison de cinq francs le cuadra (soit un carré de 86 mètres de chaque côté). L'acquéreur de quelques cuadras doit payer son acquisition au comptant, tandis que celui qui prend des domaines de plusieurs lieues carrées a cinq ans pour payer et obtient une diminution de moitié.

(A suivre)

télévision

En raison de la grève du personnel de la télévision, les programmes habituels sont remplacés par un programme minimum. Le personnel des trois chaînes, pour lutter contre la division instaurée depuis le «démantèlement» de l'ORTF et principalement contre le salaire «personnalisé» est aujourd'hui en grève. Un reportage sur leur mouvement suivra.

programme

VENDREDI 14 NOVEMBRE

TF 1	20 h 00 JOURNAL
	20 h 30 AU THEATRE CE SOIR : « DOCTEUR GLASS »
	22 h 30 DES MILLIONS DE LIVRES ECRITS A LA MAIN.
	23 h 30 JOURNAL et fin
A 2	18 h 30 JOURNAL
	18 h 40 LE PALMARES DES ENFANTS
	18 h 55 DES CHIFFRES ET DES LETTRES
	19 h 20 Actualités Régionales
	19 h 45 Y'A UN TRUC
	20 h 00 JOURNAL
	20 h 30 JEAN FERRAT, POUR UN SOIR
	21 h 55 APOSTROPHES : Un patron peut-il être de gauche ?
	23 h 00 CINE CLUB : « Les anges aux figures sales »
	00 h 30 JOURNAL et fin
FR 3	18 h 55 FLASH JOURNAL
	19 h 00 POUR LES JEUNES
	19 h 20 Actualités Régionales
	19 h 40 TRIBUNE LIBRE
	19 h 55 FLASH JOURNAL
	20 h 00 Programmes régionaux
	20 h 30 VENDREDI
	21 h 20 CIVILISATION
	22 h 10 JOURNAL et fin

international

SUITE DE LA PAGE 1

**les juifs libanais :
« NOUS NE VOULONS PAS LA
PROTECTION D'ISRAËL »**

**L'AVOCAT SELIM MOGHRABI,
DÉPUTÉ JUIF AU LIBAN :**

« Israël confond exprès le judaïsme et le sionisme et prétend s'adresser au nom des juifs. Nous avons souvent proclamé que nous sommes des Libanais arabes vivant dans ce pays comme vivent les autres Libanais, rien ne nous différencie d'eux sinon la religion, nous ne voulons pas la protection d'Israël, ni aucune protection extérieure comme le demande Israël. Nous sommes Libanais, nous demandons ce que demande le citoyen libanais.

« Nous croyons fermement au mot d'ordre de l'OLP visant à créer un Etat démocratique en Palestine. Je veux insister sur le fait qu'en tant que Libanais, de religion juive, je n'ai jamais senti aucune haine face aux juifs, et je pratique ma profession d'avocat en toute liberté et égalité avec mes confrères libanais.

UNE JEUNE FILLE DE 16 ANS :

« Plusieurs fois des délégations de presse étrangères nous ont visité et demandaient à voir le

« quartier juif ». Quand elles le voyaient, elles s'étonnaient, car nos maisons sont vieilles mais jolies. La propagande israélienne a décrit que nous vivons dans des bidonvilles, que nous mourons de faim et qu'il nous est interdit de nous déplacer, sauf dans les limites de notre quartier. »

« Je suis contre Israël. Quel est ton avis sur les événements au Liban ?
- les Phalanges sont des fascistes et confessionnalistes.

JOSEPH TARRAB :

Il pense que les arabes juifs ont un devoir plus important que d'accuser le sionisme et de proclamer leur attachement à vivre fraternellement avec les autres confessions dans leurs pays. Ils doivent participer à la lutte contre le sionisme... La Révolution palestinienne a permis la prise de conscience des juifs au Liban, en visant un Etat démocratique contre le sionisme raciste.

Interview accordée à « Palestine al Thawra » - organe de l'OLP

**L'ONU DEVIENT UNE TRIBUNE
DU TIERS-MONDE**

« L'ONU a été assassinée par une association hétéroclite d'hommes d'Etat sans foi ni loi ni pudeur » écrit l'Aurore après le vote de l'ONU définissant le sionisme comme une forme de racisme. On sait quelle foi animait l'Aurore quand elle glorifiait les crimes des Etats-Unis en Indochine. Sa réaction illustre, à sa manière, les profondes transformations qui s'opèrent dans le monde et par voie de conséquence à l'ONU depuis quelques années.

Qu'était l'ONU après sa création en 1946 ? Rappelons-nous qu'en 1950, les Etats-Unis obte-

étrangères, fut marquée par la venue à l'ONU de Yasser Arafat, président de l'OLP. Au cours de cette même session fut adoptée malgré l'opposition des pays occidentaux la charte des devoirs et des droits économiques des Etats qui reconnaît que chaque Etat exerce librement sa souveraineté sur ses ressources et ses activités économiques ; chaque Etat a le droit de nationaliser, d'exproprier ou de transférer la propriété des biens étrangers. Enfin fut décidée la constitution d'un comité chargé de préparer la révision de la charte de l'ONU, notamment en vue de supprimer le droit de

**APRES LA DÉCISION
DE L'ONU SUR LE SIONISME**

**une campagne
d'une violence inouïe**

« Un acte d'infamie », « plus que répugnant », « mensonge hideux », tels sont les termes employés par Moynihan, représentant américain à l'ONU, à propos de la récente motion adoptée par l'Assemblée Générale, et qui indique que « le sionisme est une forme de racisme ». Base de l'argumentation : ce vote serait « une amnistie symbolique aux assassins de six millions de juifs ». Cette intervention donne le ton d'une bonne partie des commentaires de la presse française.

Ainsi, pour Henri Chapier, dans « le Quotidien de Paris », c'est « une des plus belles revanche posthumes de Hitler ». Pour Roland Faure, de « l'Aurore », « le but est de justifier à la fois l'extermination hier des six millions de juifs des camps nazis et, demain, de leurs descendants installés au Proche Orient ». Quant au « Monde », toujours attentif aux nuances, après avoir dit pour la forme « certes, le sionisme ne peut être accepté sans nuances », il n'en vient pas moins à affirmer : « il est particulièrement choquant de voir condamné comme « raciste » le peuple qui a le plus souffert de cette aberration ».

Diverses confusions, pour le moins étranges, sont ainsi établies : d'abord, pour être juif, est-on forcé d'être sioniste ? Des millions de gens, de religion juive, vivent dans le monde,

sans envisager une seule seconde que la Palestine, occupée par l'Etat d'Israël, soit leur patrie. Or telle est bien l'affirmation fondamentale du sionisme, tel que l'ont défini ses fondateurs, tel que l'Etat d'Israël l'incarne aujourd'hui : l'intégration des juifs dans les divers pays du monde n'est pas possible, elle doit même être combattue, au profit de l'établissement du « foyer national juif ». Sionisme ne signifie pas juif. Voir dans le sionisme une forme de racisme, ce n'est pas prôner l'absurdité selon laquelle les juifs seraient tous des racistes.

Autre confusion, entretenue ouvertement par « l'Aurore », en sourdine par d'autres, celle qui assimile la lutte des peuples arabes, et particulièrement du peuple palestinien, à l'antisémitisme féroce des nazis hitlériens. Inversion de la réalité. Car enfin, depuis 1948, qui a été chassé de sa terre ? Qui se voit refuser le droit à la citoyenneté sur sa propre terre ? Qui est condamné à vivre misérablement dans des camps hors de sa patrie ? Le peuple palestinien. Et qui est l'opresseur, du paysan de Galilée qui rêve de retrouver son champ d'oliviers, ou ces dynamiteurs qui, en deux ans et demi, ont jeté à bas 7 500 maisons arabes de Jérusalem pour s'installer en maîtres ?

Au reste, quel est le but que

poursuit le peuple palestinien ? L'Organisation de Libération de la Palestine le dit dans son programme : « l'édification d'une nouvelle société palestinienne démocratique sans discrimination raciale ou religieuse ». Où est la préparation, tant dénoncée, du massacre des juifs par la Résistance palestinienne ?

Remplir cet objectif, ce serait impossible si la Résistance ne poursuivait pas le but de détruire l'Etat sioniste, fondé sur le racisme - ce qui ne veut pas dire tuer ses habitants. Que veut donc dire l'Humanité lorsqu'elle affirme : « prétendre que la doctrine sioniste « sert de fondement à l'Etat d'Israël » conduirait à assimiler tous les adversaires de cette doctrine et de la politique des dirigeants actuels de l'Etat d'Israël à des partisans de la destruction d'Israël en tant qu'Etat. Or les communistes français sont partisans sans ambiguïté de l'existence de l'Etat d'Israël ». Bizarre « distinction ». Comment le P.C.F. peut-il se prétendre opposé au racisme sioniste et en même temps prêcher le maintien de l'Etat sioniste, raciste d'Israël ? Il est vrai que ses compères soviétiques, en défendant systématiquement « le droit à l'existence de tous les Etats de la région », donc de l'Etat sioniste, n'ont pas non plus, ces dernières années, eu d'autre position que celle du soutien au sionisme, ce racisme dénoncé par les Nations Unies.



Kiao Kouan-houa (République Populaire de Chine) à la tribune des Nations Unies

naient une décision de l'ONU leur demandant d'intervenir en Corée. L'ONU pendant ces années, c'était le domaine du vote automatique en faveur des Etats-Unis.

Au cours des années 1970, la République Populaire de Chine devient membre de l'ONU malgré les Etats-Unis, sur proposition de nombreux pays du Tiers-Monde. Un puissant groupe des non-alignés se constitue qui met en échec les Etats-Unis et l'Union Soviétique dans de nombreuses conférences.

La 29^e session tenue en 1974 sous la présidence de Bouteflika, ministre algérien des affaires

véto des grandes puissances au Conseil de Sécurité, ce qui suscita une violente et vaine opposition des USA et de l'URSS et des pays occidentaux.

La transformation de l'ONU coïncide avec la constitution de l'unité des pays du Tiers-Monde et la reflète. Le vote de lundi soir à l'encontre d'Israël, installé par les Etats-Unis comme un pistolet braqué contre les pays arabes et africains, en est une manifestation, d'autant plus importante qu'il affirme une fois encore la solidarité entre les pays du Tiers-Monde et les mouvements de libération nationale.

G. CARRAT

Angola

**PRESSIONS SOVIÉTIQUES
SUR LES PAYS AFRICAINS**

L'Union Soviétique a rompu ses relations diplomatiques avec l'Ouganda le 11 novembre. Le 9 novembre, l'ambassadeur soviétique avait remis une note au président ougandais lui demandant de soutenir unilatéralement le MPLA, position contraire à celle de l'Ouganda qui a pris des initiatives en vue d'unir les trois mouvements qui se combattent en Angola. « L'ambassadeur d'URSS se prend pour le vice-président de l'Ouganda » devait déclarer Amin Dada, qui exigeait des explications dans les 48 heures pour cette ingérence.

Sa réaction était d'autant plus vive que le président ougandais est président de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Alors que la commission d'enquête de l'OUA invitait les trois mouvements à se rendre à Kampala pour négocier, l'URSS intervenait en communiquant une note à l'organisation pendant la conférence

réunie spécialement en vue de mettre sur pied un cessez-le-feu en Angola. Dans cette note, elle affirmait que l'URSS reconnaît le nouvel Etat « quand le MPLA déclarerait l'indépendance ». En d'autres termes l'Union Soviétique affirmait sa volonté de s'opposer aux tentatives des pays africains pour mettre fin à la guerre civile.

L'Union Soviétique a eu le front d'envoyer une note au Zaïre le menaçant s'il poursuit son ingérence en Angola. Qu'a-t-elle donc elle-même à fouir son groin dans ces affaires ?

Les pressions soviétiques à l'égard des pays africains prolongent les interventions directes de l'URSS en Angola même, elles dévoilent sa volonté de s'implanter en Afrique à la faveur de la guerre civile et contre la volonté des pays et des peuples africains eux-mêmes.

G. C.

COUVE DE MURVILLE «MEDIATEUR» AU LIBAN

Voici une semaine, un conflit déclenché par les phalanges, milices réactionnaires constituées sous des prétextes religieux, déchirait le Liban. En fait, la tension, permanente au Liban, s'est particulièrement aggravée depuis la signature de l'accord égypto-sioniste, qui semble aux Etats-Unis ouvrir une possibilité de « règlement » de la situation au Moyen-Orient selon leurs vœux. Hier, le gouvernement libanais a accepté officiellement l'offre de « médiation » de la France, déjà formulée depuis le mois de juillet. Ainsi, notre gouvernement n'a pas oublié les « liens particuliers » qui unissent la France au Liban, du temps qu'elle le colonisait et qu'elle fondait, en bonne fille aînée de l'Eglise, ces mêmes phalanges qui sont à l'origine des derniers combats.

**Chine :
UNE POLITIQUE
DE STRICTE
NON-INGÉRENCE**

**ALLOCUTION DE LIEN SIEN NIEN
VICE-PREMIER MINISTRE**

Le gouvernement et le peuple chinois ont constamment soutenu avec fermeté le peuple angolais dans sa lutte pour l'indépendance nationale. Nous avons toujours traité sur un pied d'égalité et avec la même attitude amicale les trois organisations de Libération de l'Angola, qui ont pris naissance dans la lutte armée contre la domination coloniale du Portugal, et nous avons accordé, dans la mesure de nos possibilités, aide et soutien à leur lutte.

Nous souhaitons sincèrement, et nous l'avons d'ailleurs toujours préconisé, qu'elles prennent à cœur les intérêts de l'ensemble de la nation, règlent les différends entre elles par voie de consultations pacifiques, s'unissent contre l'ennemi commun et œuvrent conjointement pour la réalisation de l'indépendance nationale de l'Angola à la date prévue. Nous sommes persuadés qu'aguerri dans une lutte armée de longue haleine et exhorté par les grands peuples africains qui chérissent et défendent constamment la solidarité africaine, le peuple angolais, en brandissant le drapeau de l'union et de l'indépendance, pourra certainement surmonter les difficultés et obstacles dans sa marche en avant et arracher la victoire totale dans sa lutte pour l'indépendance nationale.